



Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers

Pôle des Moyens Opérationnels

Gestion Maintenance des Espaces Publics et des Réseaux

**Insertion Professionnelle dans le cadre de la lutte contre
l'érosion des sols et la protection contre les inondations**

LOT N°3

**Travaux de mise en œuvre et d'entretien des ouvrages de
lutte contre l'érosion**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
(CCP)**

SOMMAIRE

I.	Objet du contrat	3
II.	Décomposition du contrat	3
2.1	Allotissement	3
2.2	Forme du contrat	3
2.3	Condition	3
III.	Généralités	3
3.1	Pièces contractuelles	3
3.2	Protection de la Main d'œuvre et Clause sociale	4
3.3	Réparation des dommages	5
3.4	Assurances	5
3.5	Autres Obligations	5
IV.	Durée du contrat - Délai d'exécution	6
4.1	Durée du contrat - Délai d'exécution	6
4.2	Exécution complémentaire	6
4.3	Pénalités de retard	6
V.	Prix et Règlement	7
5.1	Contenu des prix	7
5.2	Variation des prix	7
5.3	Modalités de règlement	7
5.4	Périodicité des paiements	8
5.5	Avance	8
VI.	Conditions d'exécution des prestations	9
6.1	Conditions d'exécution des prestations	9
6.2	Lieu des prestations	9
VII.	Constataction de l'exécution et garantie	16
7.1	Vérifications	16
7.2	Admission	16
7.3	Garantie	16
VIII.	Résiliation	16
IX.	Litiges et différends	16
X.	Dérogations aux documents généraux	16

Article I. Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières concernent les prestations suivantes :

Insertion professionnelle dans le cadre de la lutte contre l'érosion des sols et la protection contre les inondations : lot N°3 - Travaux de mise en œuvre et d'entretien des ouvrages de lutte contre l'érosion

Article II. Décomposition du contrat

2.1 Allotissement

Les prestations font l'objet de trois lots :

1. Lot n°1 : Travaux d'entretien des ouvrages de ruissellement et des chemins de randonnées ;
2. Lot n°2 : Entretien des espaces verts des Bassins de rétention des eaux pluviales ;
3. **Lot n°3 : Entretien des Ouvrages de lutte contre l'érosion.**

2.2. Forme du contrat

La consultation donnera lieu à un accord cadre mono attributaire, avec un minimum de 5 000 € HT et un maximum de 8 000 € HT de commande par an pour le lot n°3, sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande conformément aux articles 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics.

2.3. Condition

Les travaux d'entretien du lot n° 3, débuteront après la signature de la convention de partenariat avec l'Agence de l'Eau et le Conseil Général du Pas-de-Calais.

Article III. Généralités

3.1. Pièces contractuelles

Le Marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-FCS) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009) ;
- Les actes spéciaux de sous traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du Marché ;
- le Bordereau des Prix Unitaires avec le détail quantitatif et estimatif servant de bordereau d'aide à la décision ;
- Le mémoire technique.

3.2. Protection de la main d'œuvre et clause sociale

3.2.1 Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du Marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlement relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le Marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

3.2.2 Clause sociale

Le Marché porte sur l'insertion professionnelle de personne en grande difficulté et venant prioritairement des quartiers dits «sensibles» du Calaisis.

Le dispositif d'insertion devra s'adresser aux personnes les plus éloignées de l'emploi, soit qu'elles n'aient jamais travaillé ou qu'elles aient perdu leur emploi depuis longtemps, jeunes sans qualification ni expériences professionnelles, adultes chômeurs de longue durée, bénéficiaires du RSA ou de l'allocation de parent isolé, recrutées de préférence au sein des quartiers concernés.

Le titulaire aura également pour mission d'assurer auprès des personnes qu'il aura embauchées des actions telles que :

- leur formation
- l'adaptation individualisée à l'emploi
- l'aide à la construction d'un parcours professionnel
- les entretiens individuels réguliers
- l'accompagnement social et professionnel

En fin de contrat, le titulaire remettra un rapport récapitulant le nombre de participants, le type de contrat les liant à la structure d'insertion et les formations éventuellement suivies. Ce bilan vise à informer la collectivité sur la réalité des moyens mis en œuvre par la structure d'insertion, et leur efficacité.

Il mentionnera notamment :

- la situation des personnes à l'embauche
- le type et la durée des contrats
- les incidents intervenus pendant la durée du marché
- l'évolution de leur parcours au sein de la structure d'insertion, les motifs de rupture de contrat le cas échéant
- la liste des départs de personnes en cours de marché
- la situation à leur sortie du contrat de travail
- les attestations de formation
- tous autres renseignements complémentaires intéressant la collectivité

3.3 Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

3.4. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3.5. Autres obligations

Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du Marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours du Marché selon les modalités définies à l'article 134 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu’il ne tombe pas sous le coup de l’interdiction découlant de l’article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- une attestation sur l’honneur du sous-traitant indiquant qu’il n’a pas fait l’objet au cours des cinq dernières années, d’une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8221-3, L8221-5, L8251-1, L8231-1, L8241-1 du code du travail.

Toutes sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par résiliation du marché aux frais et risques de l’entreprise titulaire du marché (article 32.1 du CCAG FCS).

Article IV. Durée du contrat – Délai d’exécution des prestations

4.1. Durée du contrat – Délai d’exécution

La durée du marché est fixée à 1 an à compter de la notification du marché, reconductible 3 fois 1 an.

4.2. Exécution complémentaire

Modification du contrat

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l’article 139 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

4.3. Pénalités de retard

Les dispositions prévues à l’article 14.1.1 du CCAG FCS s’appliquent :

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu’il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d’exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 20.4 du CCAG FCS et par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

Dans laquelle :

- P est le montant de la pénalité
- V est la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d’application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l’ensemble des prestations si le retard d’exécution d’une partie rend l’ensemble inutilisable.
- R est le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l’article 14.1.3 du CCAG FCS il n’y a pas d’exonération des pénalités inférieures à 300 €.

Article V. Prix et règlement

5.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont traités à prix unitaires, sur la base du bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 17.2 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

5.2. Variation des prix

Les prix du marché sont conclus à prix fermes.

5.3. Modalités de règlement

5.3.1. Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements sur factures, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article 114 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

5.3.2 TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5.3.3 Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro et la date du Marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- Le nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Les livraisons effectuées et les prestations exécutées ;
- La date de livraison ou d'exécution des prestations ;
- Le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 25.3 du CCAG FCS ;
- Le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- Le montant total des prestations ;
- Les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les demandes de paiement seront adressées à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers
Direction des Ressources Financières
76 Boulevard Gambetta
CS 40 021
62101 Calais Cedex

5.3.4 Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et ses sous-traitants ;
- Au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5.3.5 Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement.

5.3.6 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

5.4. Périodicité des paiements

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations.

5.5. Avance

Il ne sera pas alloué d'avance.

Article VI. Conditions d'exécution des prestations

6.1. Conditions d'exécution des prestations

Les travaux de mise en œuvre et d'entretien sont à exécuter sur des ouvrages réalisés dans le cadre de la lutte contre l'érosion des sols et la protection contre les inondations sur le territoire du Grand Calais Terres et Mers, et concernent des :

1. Fascines ;
2. Haies des bassins de ruissellement ;
3. Bandes enherbées.

L'ensemble total des heures cumulées, pour effectuer l'entretien sur ces ouvrages, est évalué à 813 heures par an. Nous avons prévu une marge minimum et maximum d'heures de 813 à 1 200 heures. La marge maximale est prévue pour pouvoir intégrer des événements ponctuels, de nécessité de service, de mises en sécurité pour des travaux urgents imprévisibles ou la création de fascine, de bande enherbée ou de haie. Le prestataire de ce Marché remettra mensuellement, un tableau récapitulatif des travaux réalisés avec la liste des ouvrages entretenus et le temps passé à l'entretien dans les communes.

Par ailleurs, le prestataire devra entretenir de très bonnes relations avec les agriculteurs riverains (présentation et collaboration). En effet, ces échanges relationnels doivent permettre de travailler dans de bonnes conditions. La communication permettra d'obtenir l'autorisation de passage sur le domaine de ces agriculteurs et l'accès à certaines fascines.

Par ailleurs, pour répondre aux exigences de la Chambre de l'Agriculture et de l'Agence de l'eau en matière de subventions, le prestataire donnera des prix en mètre linéaire (ml) pour la taille des haies et les fascines, en mètre carré (m²) pour le fauchage des bandes enherbées, dans le Bordereau des Prix Unitaires.

6.2. Lieu des prestations

Elles sont situées sur le domaine de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers, mais principalement sur :

- Fréthun ;
- Hames Boucres ;
- Nielles-les-Calais ;
- Escalles.

Voir plans des ouvrages de chaque commune en annexe.

1. Etat des lieux

Avant la première intervention, un état des lieux sera dressé contradictoirement par l'Agglomération et le titulaire à la diligence de ce dernier. Ce document, servant d'inventaire pour nos ouvrages patrimoniaux, le titulaire recensera et indiquera toutes les déficiences et problématiques constatées à la date de prise en charge. Ce recensement permettra d'établir un sens prioritaire pour les travaux d'entretien les plus importants à prendre en charge.

2. Entretien des haies des bassins de ruissellement

Les tailles des haies seront réalisées sur les 3 faces, à raison d'une taille par an. Les déchets de taille devront être évacués. Les outils de taille seront désinfectés.

Les parties de haies manquantes seront impérativement signalées au représentant du maître d'ouvrage et remplacées de fin novembre à fin février, afin de conserver leur rôle dans le système hydraulique. Cette quantité de haies sera comptabilisée afin de la déclarer à la chambre d'Agriculture.

La taille des haies devra être adaptée aux différentes espèces. Le prestataire portera un soin particulier à l'esthétique de la taille notamment l'horizontalité et la régularité de la surface de la taille.

Concernant la taille des fascines, les branches pourront servir de maintien de ces fascines.

Dans la mise en œuvre des programmes définis par le Maître d'Ouvrage, le titulaire du Marché veillera au maintien de la bonne visibilité de la signalisation routière (ne pas masquer les panneaux), de l'accès aux bornes incendies, le non-respect de cette clause pouvant être de nature à engager sa responsabilité en cas de sinistre.

3. Bande enherbée

Plantée perpendiculairement à la pente, la bande enherbée intercepte le ruissellement diffus. Elle forme une barrière contre les ruissellements et l'érosion des sols. Elle permet à l'eau de s'infiltrer et aux sédiments et aux matières actives de se déposer.

1. La mise en œuvre :

Le sol doit être aplani et bien tassé. Les semis sont à forte densité 40 kg/ha ou 4 g/m². Les espèces végétales préconisées appartiennent à la famille des graminées (ray grass anglais gazon, fétuque élevée gazon ou fétuque rouge traçante). Les mélanges complexes « prairies » conviennent également.

L'implantation sera réalisée à une période où l'herbe pousse rapidement (mars - juin, août - septembre). Un tassement énergique du semis est indispensable.

2. L'entretien

Le ralentissement des débits et le stockage des sédiments seront assurés si la végétation reste maintenue à une hauteur de 10 à 15 cm.

Les manques seront impérativement signalés au représentant du Maître d'ouvrage afin de les déclarer à la chambre d'Agriculture, et réensemencés au moment opportun.

Le prestataire est tenu de se conformer à cette recommandation.

4. Fascine

La fascine est un ouvrage léger permettant le ralentissement des écoulements et les dépôts des sédiments entraînés. La réalisation de cet ouvrage doit permettre à la repousse de la haie. De ce fait, l'exécution de fascines se réalisera dans les règles de l'art et en relation directive de la Chambre d'Agriculture du Nord-Pas-de-Calais.

1. Mise en œuvre

La période d'implantation doit s'effectuer de fin novembre à fin février, dans des bonnes conditions météorologiques et en respectant le calendrier agricole.

Avant le démarrage des travaux, une réunion de chantier permettra de valider les fagots fournis puis une « fascine type » avec l'entreprise, un représentant du Grand Calais, l'Agence de l'eau, le Département et la Chambre d'Agriculture.

Un piquetage précis est réalisé afin d'établir le positionnement des différents aménagements en présence des agriculteurs concernés, du représentant de Grand Calais et de l'entreprise. La fascine est placée perpendiculairement à l'axe des talwegs ou des écoulements des eaux de ruissellement de fin novembre à fin février.

Une tranchée de 40 cm de large sur 30 cm de profondeur doit être réalisée, afin que les branches de saules puissent reprendre.

Tous les mètres, sont plantées 2 rangées de pieux en saule de 10 à 15 cm de diamètre et de hauteur de 1,50 m, en quinconce de chaque côté de la tranchée (50 cm minimum de profondeur).

Attention de planter les pieux dans le sens de montée de la sève.

Les fagots sont placés en longueur entre les rangées de pieux. Le premier fagot est enterré aux $\frac{3}{4}$.

Les 2 autres fagots sont ensuite posés en quinconce pour créer un barrage homogène sur toute la longueur. La hauteur totale, hors terre est de 60 à 70 cm.

Il faut réaliser un joint de terre à la base de la fascine pour que l'eau ne crée pas de circuits préférentiels.

Un fil de fer ou un tasseau sur le dernier fagot permet de fixer les matériaux.

Afin de multiplier les reprises, des boutures de saule peuvent être plantées entre les pieux, le long des fagots enfoncés de 25 à 30 cm.

2. Entretien

Au niveau de l'entretien, les fascines doivent être taillées régulièrement en fonction de la reprise de la végétation pour ne pas occuper trop d'espace ; les coupes servent à la recharge des fagots ou au bouturage. Les dépôts de limons en amont de la fascine peuvent être atténués voire ôtés lors des travaux de labour, de semis ou au godet en cas de non travail du sol.

Pour la bonne tenue et le savoir-faire, **le prestataire est tenu impérativement à se conformer à cette recommandation**. En effet, la création et l'entretien des fascines, ainsi que les haies des bassins de ruissellement et les bandes enherbées, sont subventionnés par l'Agence de l'Eau et le Conseil Général. Le contrôle rigoureux par la chambre de l'Agriculture permet à Grand Calais d'obtenir les subventions. De ce fait, toutes subventions refusées du fait de la non-conformité ou mal façon de la création ou de l'entretien des ouvrages, les travaux seront refaits au compte du prestataire et jusqu'à la validité de la Chambre de l'Agriculture.

Un guide de la Chambre d'Agriculture sur les créations et les entretiens des ouvrages de ruissellement subventionnés est disponible sur le site Web.

5. Evacuation des déchets d'entretien

Tous les produits provenant des fauches, des tailles et tous les détritiques résultant des travaux et nettoyages seront évacués au fur et à mesure des travaux au frais du titulaire du Marché.

Aucun dépôt de caractère permanent ou semi-permanent ne sera toléré.

6. Programme d'exécution des prestations

Les métrages des ouvrages sont les suivants et repris en tableau par commune ci-après :

1. Le linéaire total cumulé des 31 fascines est estimé à 680 ml ;
2. Le linéaire cumulé des 5 bandes enherbées est estimé à 1656 ml soit 7 200 m² ;
3. Le linéaire de haies des 8 bassins de ruissellement est estimé à 1220 ml.

Au cours de l'année, d'autres ouvrages peuvent s'ajouter à ce Marché.

1. Numéro d'identification et nombres des ouvrages (plan en annexe)

	Escalles		Nielles-les-Calais		Fréthun		Hames Boucres		TOTAL
	ID	Nb	ID	Nb	ID	Nb	ID	Nb	
Fascines	1186 – 1209 – 1228 – 1229 – 1231 – 1233 – 1234 - 1235 – 1891 – 1892 – 9562 – 9563 – 9564 - 9565	14			8580 – 8583 – 8584 – 9566 – 9567 – 9568 – 9569 – 9570 - 9571	9	1194 – 2774 – 4936 – 4938 – 9572 – 9574 – 9587 - 3054	8	31
Haies des Bassins	1223 - 1225 - 1230 - 1237	4			9596 – 1173	2	1226 - 1940	2	8
Bandes enherbées	X		9578	1	2776	1	9573 – 4935 - 4937	3	5

Les numéros d'identification des ouvrages ci-dessus sont des données de la Chambre d'Agriculture.

2. Métrage des différents ouvrages dans les communes du Grand Calais

<i>Métrage des ouvrages</i>	Escalles	Nielles-les-Calais	Fréthun	Hames Boucres	<i>TOTAL</i>
Fascines (ml)	324	x	195	161	680 ml
Haies des Bassins (ml)	445	x	140	335	920 ml
Bandes enherbées (m ²)	x	330	2 760	4 124	7 214 m²

Métrage approximatif

3. Quantification annuelle des heures d'entretien sur les ouvrages

<i>Heures</i>	Escalles	Nielles-les-Calais	Fréthun	Hames Boucres	TOTAL DES HEURES
Fascines + bandes enherbées	201	50	114	34	399 h
Haies des Bassins	140		112	162	414 h
TOTAL	341	50	226	196	813 h

4. Travaux d'entretien

<i>Prestations</i>	Escalles - Nielles les Calais – Fréthun - Hames Boucres
Fascines	Entretien de l'existant / taille des haies– création / agrandissement
Bandes enherbées	2 à 6 fauchages annuels
Haies des Bassins	Taille annuelle des haies - remplacement des haies manquantes - Évacuation des déchets

5. Tableau récapitulatif

TABLEAU RÉCAPITULATIF												
Ouvrages	Escalles			Nielles-les-Calais			Fréthun			Hames Boucres		
	Nbre	Linéaire Surface	Heures Entretien	Nbre	Linéaire Surface	Heures Entretien	Nbre	Linéaire Surface	Heures Entretien	Nbre	Linéaire Surface	Heures Entretien
Fascines	12	279 ml	201 h	0	0	50 h	8	180 ml	114 h	4	67 ml	34 h
Bandes enherbées					330 ml							
Haies des Bassins	3	445 ml	140h	0	0	0	2	140 ml	112h	2	335 ml	162h
TOTAL			341 h			50 h			226 h			196 h
Total des heures prévues d'entretien				813 h								

Article VII. Constatation de l'exécution et garantie

7.1. Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 22 à 24 du CCAG FCS et dans le délai maximum :

Vérifications quantitatives : 10 jours

Vérifications qualitatives : 10 jours

7.2. Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG FCS par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

7.3. Garantie

En application de l'article 28.1 du CCAG FCS la période de garantie est de 1 an.

Article VIII. Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et selon les dispositions des articles 29 et 36 du CCAG FCS.

Article IX. Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Article X. Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article 4.3 du CCP.